



Canadian Association of African Studies  
Association Canadienne des Études Africaines

## Annual Conference 2010 Conférence annuelle 2010

LEBLANC Marie Nathalie. *De l'autonomisation de la société civile: Réflexions théoriques à partir du cas des regroupements (Associations de quartier et ONG) de femmes musulmanes en Côte d'Ivoire depuis 1990* – Université Québec-Montréal

Dans la littérature récente et selon les bailleurs de fonds internationaux, les regroupements associatifs, notamment les organisations non gouvernementales, sont considérées comme des structures sociales incontournables face à la montée du néo-libéralisme économique, ayant pour rôle de consolider la démocratisation et la société civile. Cependant, la recrudescence des crises, depuis le milieu des années 1990, et la dégradation continue des conditions de vie conduisent les observateurs à s'interroger sur l'absence de consolidation de ces structures associatives et à remettre en cause l'autonomie de la société civile en Afrique. En ce sens, l'autonomie de la société civile est au centre des débats concernant la démocratisation en Afrique (Otayek, 2002; Chabal et Daloz, 1999; Comaroff et Comaroff, 1999; Kasfir, 1998; Haberson *et al.*, 1994; Bayart, 1993; Chabal, 1992; Lewis, 1992). Quoique la notion d'autonomisation soulève la question générale des relations entre l'État et les groupes sociaux, et plus précisément de la capacité de prise d'initiatives de ces derniers par rapport à l'État (Edwards, 2004; Kasfir, 1998; Gellner, 1994; Rangeon, 1986), elle appelle aussi à sonder les rapports entre les groupes sociaux et l'économie de marché, à savoir les enjeux de la marchandisation des rapports sociaux dans la capacité d'autonomisation de constituants de la société civile.

Dans cette communication, nous proposons d'élaborer certaines pistes de réflexion quant à la question de l'autonomisation de la société civile à la lumière de l'analyse du rôle sociopolitique des regroupements de femmes musulmanes en Côte d'Ivoire, principalement les associations de quartier (*Islamaya ton*) et les ONG islamiques d'initiative locale. Depuis les premières élections multipartites de 1990, dans un contexte de libéralisation du droit d'association, ces structures féminines de la société civile se sont clairement multipliées et diversifiées. Malgré leur dynamisme évident, elles restent marginales aux lieux du pouvoir en Côte d'Ivoire. Dans notre analyse, nous tenterons de cerner les enjeux de cette marginalisation en tenant compte, à la fois, des dynamiques sociopolitiques (notamment le conflit militaire de 2002) et des transformations économiques (dont les programmes d'ajustement structurels), mais aussi des enjeux socioculturels liés aux rapports de genre et aux relations interconfessionnelles.

Langue de présentation : Français.